

PART 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail.
- .2 Province de L'Ontario :
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail, L.R.O. 1990, mise à jour 2005.

1.2 RÉFÉRENCES SUPPLÉMENTAIRE

- .1 L'entrepreneur devra respecter les règlements de l'édition la plus récente des documents énumérés ci-dessous ainsi que toutes les révisions qui leurs ont été apportées. Si un conflit existe, le règlement le plus sévère devra être appliqué.
 - .1 Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, édition la plus récente
 - .2 Lois sur la Sécurité Professionnelle et de l'Assurance contre les Accidents du Travail 1997, modifié par 1997,c.26, Sched.; 1998, c.36; 1999 c.6, s.67; 2000, c.26, Sched. I; 2001, c.9, Sched. I, s.4; 2002, c.8, Sched. P, s.8; 2002, c.18, Sched. J, s.5.
 - .3 Le règlement S.O. 1992, c.23 du Code du Bâtiment de l'Ontario et le règlement ontarien 403/97, modifié par O.Reg 220/02.
 - .4 Code de l'Ontario sur les Incendies, règlement 388/97 modifié par O.Reg 315/01.
 - .5 Règlement 447 sur la Lois de la Protection de l'Environnement.
 - .6 Commission de la Sécurité Professionnelle et de l'Assurance contre les Accidents du Travail, règlement 1101 sur les Premier Soins Requis.
 - .7 Code National du Bâtiment 2015, section 8: Mesures de Sécurité au Chantier lors de la Construction et la Démolition.
 - .8 S'assurer qu'aucune partie des travaux ne soit sujette à une charge qui pourrait réduire la sécurité ou causer une déformation permanente.

1.3 DOCUMENTS / ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE

- .1 Soumettre, au plus tard sept (7) jours de travail après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'œuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après:
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques/dangers pour la sécurité propres au chantier
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité [figurant dans le plan des travaux.
- .2 Soumettre au le Représentant du Ministère deux exemplaires des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- .3 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.
- .4 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .5 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les cinq (5) jours de travail suivant la réception

de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant du Ministère au plus tard cinq (5) jours de travail après réception des observations du Représentant du Ministère.

- .6 L'examen par le Représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .7 Surveillance médicale : Là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander au Représentant du Ministère une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.

1.4 DÉPÔT D'AVIS

- .1 Déposer un avis de projet auprès des autorités provinciales avant le début des travaux

1.5 ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ

- .1 Effectuer une évaluation des risques pour la sécurité propre au site en rapport avec le projet.
- .2 Organiser et administrer une réunion sur la santé et la sécurité avec le représentant du Ministère avant le début des travaux

1.6 RÉUNIONS

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant du Ministère avant le début des travaux, et en assurer la direction.

1.7 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques/dangers, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le Représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

1.8 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.9 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, S.R.O..
- .2 Se conformer au Règlement concernant la santé et la sécurité au travail pris en vertu du Code canadien du travail.

1.10 RISQUES/DANGERS IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.11 AFFICHAGE DU DOCUMENT

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente et en consultation avec le Représentant du Ministère.

1.12 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.13 DYNAMITAGE

- .1 Le dynamitage ou toute autre utilisation d'explosifs sont autorisés seulement si le Représentant du Ministère.

1.14 PISTOLETS MÉCANIQUES

- .1 Il est défendu de se servir de pistolets mécaniques actionnés par explosifs à moins d'obtenir le consentement expressif de le Représentant du Ministère.

1.15 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.

1.16 PROTECTION CONTRE LES CHUTES

- .1 Se soumettre aux règlements de la Commission de la Santé et la Sécurité Professionnelles pour les Projets de Construction, section 26, tels que décrits ci-dessous mais sans se limiter :
 - .1 Une protection contre les chutes sera nécessaire lorsqu'un travailleur est sujet à une chute de plus de 3 mètres.
 - .2 La protection contre les chutes sera sous une des formes suivantes :
 - .1 Système de barricades de sécurité
 - .2 Système de contrainte de mouvement
 - .3 Système de restriction de chute
 - .4 Système d'arrêt de chute

- .3 Toutes les composantes des systèmes énumérés ci-dessus devront être conçues par un Ingénieur Professionnel, en suivant les bonnes pratiques d'ingénierie, et devront rencontrer les exigences de toutes les normes nationales du Canada applicables.
- .2 Un système de barricade de sécurité en bois sera composé d'une membrure supérieure, une membrure intermédiaire, et une membrure inférieure. La membrure supérieure sera à une hauteur minimale de 0.9m et maximale de 1.1m au-dessus de la surface sur laquelle la barricade est installée. La membrure inférieure devra se prolonger au moins 89mm au-dessus de la surface sur laquelle la barricade est installée. La distance maximale entre 2 poteaux adjacents sera de 2.4m. Le bois sera de qualité EPS de construction ou supérieur. Les membrures auront une dimension minimale de 38mm par 89mm et devront résister aux charges concentrées prescrites.
- .3 Un système de contrainte de mouvement se composera d'un harnais complet (avec attachement adéquat) ou une ceinture de sécurité. Le harnais ou la ceinture de sécurité se rattachera à un support fixe à l'aide d'un cordon ou d'une corde de sécurité. Le support résistera aux charges statiques et dynamiques prescrites.
- .4 Un système de restriction de chute se composera d'un assemblage se rattachant à un support fixe. Le support résistera aux charges statiques et dynamiques prescrites. Un travailleur ne devra pas subir une chute de plus de 0.6m.
- .5 Un système d'arrêt de chute se composera d'un harnais complet avec attachement adéquat et un cordon muni d'un amortisseur. Le système d'arrêt de chute se rattachera à un support fixe à l'aide d'un cordon ou d'une corde de sécurité. Le support résistera aux charges statiques et dynamiques prescrites. Le système d'arrêt de chute ne permettra pas au travailleur de frapper le sol ou un objet ou un niveau inférieur au niveau des travaux. Un travailleur qui tombe ne devra pas subir une force d'arrêt excédant 8 kilonewtons.

1.17 INSTALLATION AU CHANTIER

- .1 Toute la machinerie, les matériaux et l'équipement entreposés sur le terrain doivent être placés à l'intérieur d'une clôture continue.
- .2 Une clôture d'une hauteur minimale de 1.8m devra être érigée au sol dans la région adjacente à l'aire de travail afin de garder les piétons à au moins 4.5m du bâtiment.
- .3 Toute clôture doit être construite en acier modulaire. Les clôtures doivent être construites de manière à ne pas être facilement renversées. La hauteur minimale de la clôture doit être de 1,8 m au dessus du niveau du sol.

1.18 MESURE DE SÉCURITÉ REQUISE

- .1 Imposer le port de bottes sécuritaires et de casques sécuritaires approuvés par l'ACNOR à toute personne accédant ou travaillant sur le chantier de construction.
- .2 L'entrepreneur devra interdire l'accès au chantier à toute personne qui n'observe pas et ne se soumet pas aux critères de sécurité exigés.
- .3 L'entrepreneur se devra de rapporter au représentant du propriétaire et aux autorités ayant juridiction, tout accident ou incident impliquant l'entrepreneur, un ou des employés du propriétaire, le public et/ou la propriété, qui est dû à l'exécution des travaux.
- .4 L'entrepreneur devra faire respecter aux sous-traitants toutes les conditions du contrat qui sont pertinentes à leur travail, et tenir chaque sous-traitant également responsable pour l'exécution sécuritaire de son travail.
- .5 L'entrepreneur sera responsable des délais dans l'exécution des travaux qui sont causés par des infractions à la loi ou aux critères de santé et sécurité du contrat.

- .6 Fournir de l'éclairage adéquat pour les travailleurs et le public aux endroits à haut risque et dans les aires de travail.
- .7 L'utilisation, la manipulation, l'entreposage et l'enlèvement des produits dangereux devront être faits selon le Système d'Information sur les Matières Dangereuses Utilisées au Travail (SIMDUT). Respecter les exigences relatives à l'étiquetage des produits et fournir les fiches techniques de santé sur les matériaux dangereux (MSDS).
- .8 En plus de la loi sur la Santé et Sécurité au travail et de la réglementation sur les projets de construction, fournir l'équipement préventif et protecteur nécessaire pour éviter:
 - .1 les accidents ou les blessures infligées aux travailleurs ou tout autre personne se situant sur le chantier, ou sur les travaux, propriétés, chemins et trottoirs avoisinants,
 - .2 les dommages à toutes parties des travaux, et aux structure, propriétés, pavages, trottoirs et services avoisinants, et tout autre article de même nature, causés par le gèle, la température, le surchargement et par toute autre raison occasionnée par l'exécution des travaux.
- .9 Réparer toutes les surfaces endommagées par l'exécution des travaux en utilisant des matériaux identiques à ceux des surfaces existantes et avoisinantes. Ces surfaces incluent toutes les parties des travaux, les bâtiments, les pavages, les aménagements extérieurs, les poteaux, les bornes fontaines, les services, etc. qui se situent sur ou autour du chantier.
- .10 Les extincteurs d'incendie portatifs d'une cote minimale de 4A: 40B: C doivent être
 - .1 À moins de 6 m des personnes qui utilisent une torche à flamme nue ou une autre source d'inflammation
 - .2 Facilement accessible à toutes les autres personnes dans le domaine des applications de surface chaude et du personnel de surveillance des incendies et,
 - .3 Situé à moins de 7,6 m et à moins de 1,5 m d'une bouilloire à bitume
- .11 Se conformer aux règlements de santé et sécurité au travail du propriétaire spécifiques au chantier, si applicable, incluant:
 - .1 le port de casques et de bottes de sécurité,
 - .2 SIMDUT: formation, sensibilisation des employés aux produits chimiques retrouvés sur le chantier, plan d'urgence.
- .12 L'entrepreneur sera responsable de s'assurer que toute personne accédant à la toiture possède une formation en Sécurité et Prévention des chutes de toits tel que requis par le Ministère du Travail de l'Ontario. L'accès au toit devra être refusé à tout individu n'ayant pas en sa possession une carte confirmant sa formation.

PART 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet

PART 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

(Cette page est laissée vide intentionnellement)